



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION  
DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**RAPPORT FINAL**

**JUIN 2013**

**PRESENTE PAR:  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail sspm@sspm.sn

## I. SYNTHÈSE

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'Assemblée Nationale, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

Au terme de cette mission, dont l'objet est de vérifier la conformité des opérations de passation et d'exécution des marchés conclus par les autorités contractantes du GROUPE 2, entités ciblées, nous n'avons pas pu effectuer la revue en raison du refus de la part de l'Assemblée Nationale de recevoir la mission d'audit.

Suite à la lettre circulaire de l'ARMP en date du 6 décembre 2012 adressée aux différentes autorités contractantes, le Groupement GMS - SSPM a envoyé une correspondance au Président de l'Assemblée Nationale en date du 16 janvier 2013. Dans cette lettre, le Groupement GMS - SSPM sollicite :

- la tenue d'une réunion avec les autorités de l'Assemblée Nationale avant le 26 janvier 2013 ;
- l'envoi de certains documents relatifs à la gestion 2011 (Cf. en annexe 1).

Ce courrier est resté sans réponse de la part de l'Assemblée Nationale.

Une seconde correspondance en date du 9 avril 2013 a été de nouveau adressée au Président de l'Assemblée Nationale (Cf. en annexe 2).

Ce courrier est également resté sans suite de la part de l'Assemblée Nationale.

Devant l'impossibilité de démarrer nos travaux, un déplacement a été effectué le jeudi 2 mai 2013 au niveau des services de l'Assemblée Nationale en vue de rencontrer les autorités de l'institution. C'est ainsi que nous avons pu rencontrer Monsieur Daouda DIA, Premier Questeur de l'Assemblée Nationale qui s'occupe du dossier. Ce dernier nous a donné rendez vous le lundi 6 mai 2013 pour la suite à donner par rapport à ce dossier.

Le lundi 6 mai 2013, Monsieur Daouda DIA, Premier Questeur de l'Assemblée Nationale, en compagnie de Monsieur Thierno DIAW, Directeur de la Comptabilité de l'Assemblée Nationale, a reçu la mission d'audit.

Ils nous ont fait savoir que l'Assemblée Nationale ne peut pas être auditée par l'ARMP pour les raisons suivantes :

- le pouvoir législatif (Assemblée Nationale) a un rôle de contrôle sur le pouvoir exécutif (Gouvernement) d'après la Constitution de la République du Sénégal ;
- l'ARMP qui dépend de la Primature donc du Gouvernement, ne peut pas auditer l'Assemblée Nationale du fait du principe de séparation des pouvoirs.

Par conséquent, l'Assemblée Nationale ne peut pas recevoir une mission d'audit de l'ARMP.

Pourtant, les directives 04 et 05 de l'UEMOA ainsi que le Code des Marchés publics confortent la qualité d'Autorité contractante de cette institution.

Cependant, il se trouve que l'article 47 du règlement intérieur de l'assemblée nationale renvoie à des procédures spécifiques (qui ne sont d'ailleurs pas établies pour l'instant) en matière de règles de passation de marchés. Il est évident que les dispositions dudit règlement, si elles devaient légitimer un régime dérogatoire, sont contraires aux directives de l'UEMOA.

D'ailleurs, dans tous les pays de l'Espace communautaire, le Parlement est soumis aux dispositions de la réglementation nationale, et se soumet sans contestation aux missions de revue.

## II. CONCLUSION

Pour des raisons de refus de la part de l'Assemblée Nationale de recevoir la mission d'audit, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'Assemblée Nationale.

## Annexes

## Annexe 1

Lettre en date du 16 janvier 2013



Liberté 6 Extension, En face camp  
Leclerc Immeuble Moustapha N° 207,  
2<sup>ème</sup> étage à gauche

BP: 9048 Dakar / SENEGAL

Tél : +221 33 867 68 00 / 33 867 68 02

Fax : + 221 33 867 68 01

Email : gmac@orange.sn

SUARL au capital de 1 000 000 FCFA

R.C. SN-DKR-2005-M-517

NINEA 228873 7 2S2

Dakar, le 16 Janvier 2013

**Monsieur le Président  
De l'Assemblée Nationale  
Place SOWETO  
DAKAR**

**Objet :** Revue à postériori des marchés publics pour l'exercice budgétaire 2011

**Monsieur le Président,**

Par lettre référencée ARMP N° 001928 ARMP/DG/DAF en date du 06 décembre 2012, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) a porté à votre connaissance que notre cabinet a été mandaté pour effectuer la mission de revue a postériori des marchés publics de l'Assemblée Nationale pour l'exercice budgétaire 2011.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir nous fixer une date pour tenir une réunion avec vos services compétents **avant le 26 janvier 2013**.

Par ailleurs, nous vous saurions gré de bien vouloir également nous faire parvenir avant cette date les documents suivants :

- Le Plan de Passation des Marchés 2011,
- L'Avis Général de Passation des Marchés 2011,
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés,
- Les actes de nomination des membres de la Commission des marchés,
- Les rapports trimestriels de la CPM transmis à la DCMP,
- Le rapport annuel de la CPM transmis à la DCMP,

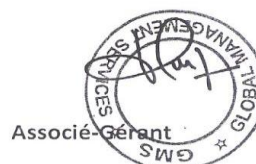
- Les courriers échangés avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics,
- Les courriers échangés avec la DCMP,
- Le rapport d'audit des marchés pour la gestion 2010,
- Les statistiques sur les marchés 2011 présentées sous forme de tableau comme suit :

Type	Nombre de contrats en 2011	Montant en FCFA
Appel d'offres ouvert (AOO)		
Appel d'offres restreint (AOR)		
Marchés de prestations intellectuelles		
Demande de renseignements et de prix (DRP)		
Entente Directe		
<b>TOTAL</b>		

Notre point focal pour la mission est le suivant : M. Moussa SEYE : Téléphone : **33 867 68 00 ou 77 529 57 10.**

Nous restons à votre disposition et vous prions d'agréer, **Monsieur le Président**, l'assurance de notre considération distinguée.

Mame Thierno MBACKE



## **Annexe 2**

**Lettre en date du 9 avril 2013**



**GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**


**AUDIT & EXPERTISE**  
 Société d'Expertise Comptable  
 et de Commissariat aux Comptes

Liberté 6 Extension  
 Immeuble Moustapha  
 2<sup>ème</sup> Etage - Appart C  
 B.P : 9048 Dakar / SENEGAL  
 Tél. : +221 33 867 68 00 / 02  
 Fax : +221 33 867 68 01  
 E-mail : gmac@orange.sn

SUARL au Capital de 1.000.000 F CFA  
 R.C. SN-DKR-2005-M-517  
 NINEA 228873 7 2S2

Dakar, le 09 Avril 2013

Monsieur le Président  
 De l'Assemblée Nationale  
 Place SOWETO  
 DAKAR

**Objet :** Mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes du groupe II au titre de la gestion 2011.

Monsieur le Président National,

Notre groupement GMS/SSPM a été mandaté par l'ARMP pour l'exécution de la mission de revue de la conformité des procédures de passations et d'exécution des marchés conclus en 2011 par les autorités contractantes du Groupe 2 parmi lesquelles figure votre institution.

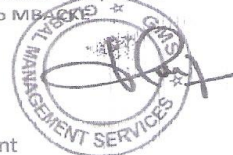
En dépit d'une première saisine par courrier restée sans suite, suivie d'un déplacement dans vos services, nous sommes toujours dans l'impossibilité de démarrer nos travaux.

Pour rappel, les directives n°04 et n°05 de l'UEMOA ainsi que le Code des Marchés publics confortent la qualité d'Autorité contractante de l'Assemblée nationale quand bien même l'article 47 du règlement intérieur de votre auguste institution renvoie à des procédures spécifiques (qui ne sont d'ailleurs pas établies pour l'instant) en matière de règles de passation de marchés. Il en est ainsi dans les autres pays de l'espace UEMOA, qui, en application des dispositions des directives 04 et 05, ont placé leurs institutions parlementaires dans le champ d'application de la réglementation des marchés publics.

Compte tenu des délais fixés par l'ARMP, nous vous saurions gré des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour le démarrage de la mission dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président National, l'assurance de notre haute considération.

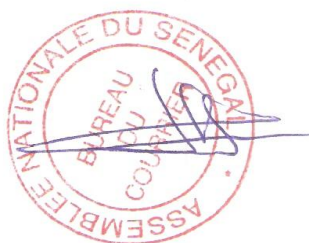
Pour le Groupement GMS/SSPM  
 Mame Thierno MBACKÉ



Associé-Gérant

- 9 AVR 2013

Ampliation :  
 ARMP



### **Annexe 3**

#### **Lettre de transmission du rapport provisoire**

## GLOBAL MANAGEMENT SERVICES



**AUDIT & EXPERTISE**

Société d'Expertise Comptable  
et de Commissariat aux Comptes

Liberté 6 Extension  
Immeuble Moustapha  
2ème Etage-Appart C  
B.P: 9048 Dakar/SENEGAL  
Tel: +221 33 867 68 00 / 02  
Fax : +221 33 867 68 01  
E-mail : gmac@orange.sn

SUARL au Capital de 1 000 000 F CFA  
R.C. SN -DKR-2005-M-517  
NINEA 228873 7 2S2

Dakar, le 14 Mai 2013

Monsieur le Président  
De l'Assemblée Nationale  
Place SOWETO  
DAKAR

Objet : Rapport de Revue Indépendante de la Passation des Marchés gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci-joint, notre rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la passation des marchés pour la gestion 2011.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir vos observations sur ce rapport avant le **21 Mai 2013**.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre parfaite Considération.

PJ :

Rapport provisoire

Pour le Groupement GMS/ SSPM  
Mme Thierno MBACKE  
Associé-Gérant

ASSEMBLEE NATIONALE  
BUREAU DU COURRIER  
Date: 15 MAI 2013  
N°: [handwritten]